



VII COURS INTERNATIONAL

Démocratie, transitions et genre en Afrique, Amérique latine et Caraïbes

6-10 novembre 2023

FONDAMENTAUX

Ce cours vise à examiner les processus de rétablissement et d'établissement de régimes démocratiques en Afrique, en Amérique latine et dans les Caraïbes au cours des années 1980 et 1990, après une longue période de répression de la population civile menée par des dictatures civilo-militaires, des régimes minoritaires ou après la fin de guerres civiles.

Mettre fin à ces processus de répression et de terreur a besoin d'un profond effort collectif, non seulement pour chasser les dictatures du pouvoir, mais aussi pour retrouver les victimes, identifier et punir les responsables de graves violations des droits humains et désactiver les principaux mécanismes de répression utilisés contre les citoyens.

La construction de ces jeunes démocraties a été une tâche complexe. Il y avait, et il y a toujours, des contraintes au plein exercice de la démocratie par les citoyens, encouragées par les forces militaires et civiles. Cela a généré des conflits qui ont marqué les transitions et les périodes suivantes, et qui se sont déroulés dans différents domaines.

Outre la possibilité d'exercer le droit à la vérité sur le sort des victimes et le jugement des responsables de violations des droits humains, les politiques économiques des régimes oppressifs, fondées sur la concentration des



richesses, la rationalisation et la discipline des travailleurs et des paysans, une grave dette extérieure, la perte des droits du travail, un accès limité à la terre, bref, une série de mécanismes qui ont généré des inégalités structurelles qu'il est encore difficile d'inverser aujourd'hui, sont au cœur des processus de transition, concept clé sur lequel ce cours entend réfléchir.

Loin de considérer la situation comme un accord entre les principaux secteurs de la société, nous souhaitons discuter du rôle joué par de nombreux collectifs politiques, économiques, sociaux et culturels face aux régimes dictatoriaux et dans le processus de démocratisation. Ainsi, en commençant par l'Argentine, nous examinerons les cas les plus connus, comme celui des organisations de défense des droits humains, jusqu'à ceux qui, malgré leur grande importance, restent encore moins visibles, comme les organisations féministes. Toutes deux partagent la centralité de la participation des femmes, car si la présence active des femmes a été l'épine dorsale de la demande de vérité et de justice, c'est aussi leur implication qui a fait du processus de transition un scénario propice à la revendication des droits de genre.

La commémoration du 40e anniversaire du retour de la démocratie en Argentine est un moment encourageant pour remettre en question les vestiges des dictatures et des régimes autoritaires en examinant les marques du passé récent qui, en tant qu'héritage, n'ont pas encore été surmontées par les démocraties. Il s'agit notamment des profondes inégalités économiques, des reculs en matière de droits et de législation du travail, de la prédominance d'une culture de l'individualisme et de l'indifférence à l'égard de la collectivité, ainsi que de la stigmatisation des secteurs les plus démunis, en particulier des jeunes.



Le processus de transition dans ce pays a impliqué un ensemble de particularités qui appellent des réflexions comparatives avec d'autres pays de l'Amérique latine, des Caraïbes et de l'Afrique, telles que la persistance et l'aggravation des inégalités socio-économiques, les menaces qui pèsent sur sa stabilité politique en raison des pressions exercées par les secteurs militaire et civil en faveur de régimes autoritaires et négationnistes, les avancées des organisations de droite et d'ultra-droite, la criminalisation croissante de la protestation sociale et la stigmatisation des secteurs les plus pauvres de la population par le biais de discours racialisés et xénophobes. De même, l'examen critique des processus de transition en termes comparatifs et transnationaux est profondément enrichi par la perspective de genre, qui met en évidence le poids du patriarcat dans leur déroulement, ainsi que le rôle central des mouvements de femmes, féministes et de diversité sexuelle dans l'approfondissement de la démocratie.

Les thèmes de ce cours tournent autour de la conceptualisation de la transition vers les démocraties, en notant l'incidence du genre dans sa formulation, mais en proposant également une analyse détaillée de certaines dimensions. En particulier, la participation des mouvements des femmes à la lutte pour les droits sera examinée; le néolibéralisme, la dette extérieure, les inégalités économiques et sociales dans les démocraties feront également l'objet d'une réflexion critique, de même que le respect des droits humains, en mettant l'accent sur l'exercice de la violence institutionnelle à l'encontre de la population. Enfin, la place de la guerre dans les traditions et les agendas politiques actuels des nations africaines, latino-américaines et caribéennes sera examinée. Ces questions seront abordées pendant 5 (cinq) jours consécutifs dans le cadre de réunions synchrones avec la participation de spécialistes de différentes régions et disciplines scientifiques, et d'une sélection de bibliographie spécifique. En outre, il y aura des activités asynchrones basées sur des films et des visites guidées virtuelles de musées.



En résumé, ce cours vise à mener une réflexion critique sur la situation actuelle des régimes démocratiques en Afrique, en Amérique latine et dans les Caraïbes, en notant leurs principales réalisations ainsi que leurs défis en termes de respect des droits humains, d'égalité entre les sexes et de répartition des richesses.

Basé sur les priorités globales de l'UNESCO - telles que l'Afrique et l'égalité des genres - et les objectifs de l'organisation, en particulier la promotion du dialogue interculturel et la promotion d'une culture de la paix et de la non-violence, ce cours international vise à contribuer à cet horizon en examinant les transitions démocratiques à la lumière de sujets sélectionnés pour leur pertinence politique et leur actualité. Il est organisé par le Centre International pour la Promotion des Droits Humains sous l'égide de l'UNESCO, dont le siège se trouve dans la ville autonome de Buenos Aires, en Argentine.